

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

FONDS DE LUTTE CONTRE CERTAINES FORMES DE CRIMINALITE



Rapport d'activité 2010

Juin 2011

**Rapport annuel sur les activités et la situation financière du
Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité
pour l'exercice 2010**

Table des Matières

I. La mission et les activités du Fonds	1
1) Les projets soutenus par le Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité	2
A) La coopération avec l'Office contre les drogues et le crime (ODC)	4
<i>a) Les projets en Asie</i>	5
<i>b) Les projets en Amérique latine</i>	5
<i>c) Les projets en Afrique</i>	5
B) Coopération avec UNICRI	5
C) Les projets avec le secteur public luxembourgeois	6
C.1. Justice et Intérieur	
<i>a) Les projets avec les Parquets de Luxembourg et de Diekirch</i>	6
<i>b) Les projets avec la Police Grand-Ducale</i>	6
<i>c) Les projets avec la Cellule de renseignement financier auprès du Parquet de Luxembourg</i>	6
C.2. Santé et Jeunesse	
<i>a) Le projet « maison de traitement » avec le Ministère de la Santé</i>	8
<i>b) Les projets avec le Centre de prévention des toxicomanies</i>	8
<i>c) Projet avec l'Université du Luxembourg et le Laboratoire National de Santé</i>	9
<i>d) Projet d'atelier thérapeutique pour dépendants avec le Ministère de la Santé et l'asbl « Stëmm vun der Strooss »</i>	9
C.3. Finances	
<i>a) Les cours de formation en matière de lutte contre le blanchiment avec l'ATTF</i>	9

D) Les projets avec des ONG et Lux-Development	9
<i>a)Projet au Liban avec Caritas</i>	9
<i>b)Projet au Nicaragua avec ASLN</i>	10
<i>c)Projet avec la Fondation Mentor</i>	10
<i>d)Les projets avec le Groupe Pompidou (Conseil de l'Europe)</i>	10
<i>e)Projet au Pérou avec Action pour un Monde Uni</i>	10
2) La coopération internationale du Fonds	11
Le partage de fonds	11
II. La situation financière du Fonds	12
Les comptes au 31 décembre 2010	15
Annexes	

Rapport annuel sur les activités et la situation financière du Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité pour l'exercice 2010

I. La mission et les activités du Fonds

Le Fonds avait été institué sous le nom de Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants par l'article 5 de la loi du 17 mars 1992 portant

1. approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988;
2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;
3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle.

L'article 18 de la loi du 27 octobre 2010 portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme a modifié cet article suite aux recommandations du GAFI en élargissant le champ d'action du Fonds et en adaptant aussi son appellation en conséquence.

La mission légale du Fonds n'est désormais plus limitée à la lutte contre le trafic des stupéfiants, mais consiste à favoriser l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre de moyens de lutter contre certaines formes de criminalité. L'alimentation du Fonds a été élargie aux confiscations prononcées en matière de lutte contre le blanchiment et en matière de lutte contre le financement du terrorisme. Ce sont donc surtout ces deux domaines d'action qui se sont ajoutés au domaine traditionnel de la lutte contre le trafic des stupéfiants.

En 2010 le Fonds a continué la réalisation des projets entrepris et a initié ou examiné de nouveaux projets. Le Comité-Directeur du Fonds s'est réuni à deux reprises.

1) Les projets soutenus par le Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité

Depuis sa création, le Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité a donné son accord pour des projets d'un montant total de 32.281.152,- euros dont à la fin de l'exercice sous revue 29.855.169,- euros ont été effectivement engagés et 24.338.619,- euros effectivement déboursés.

Le tableau récapitulatif suivant permet de donner un aperçu global, par régions géographiques, de tous les projets financés par le Fonds depuis sa création :

Tableau récapitulatif de tous les projets financés par le Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants depuis sa création:

Situation au 31 décembre 2010

No	Nom	Objet	Pays d'action	Engagements	Montants	Statut
				pris ou prévus	découverts	
				EUR	EUR	
95/01	Camionnette	Achat d'une camionnette	Luxembourg	6 941	6 941	terminé
95/03	95/04 96/18 97/01 97/02	Parquets	Luxembourg	2 479	2 479	en cours
96/01	Centre de Prévention des Toxicomanies	Etude sur les drogues synthétiques au Luxembourg	Luxembourg	13 386	13 386	terminé
96/16	Centre Pénitentiaire Agricole de Givenich	Toxicomanies et interventions en milieu carcéral: formation pour la lutte contre les toxicomanies en milieu pénitentiaire.	projet transfrontalier (L, B, F, NL)	8 726	8 726	terminé
97/04	Service Anti Blanchiment Parquet	Engagement temporaire d'une personne	Luxembourg	79 415	79 415	terminé
97/05	CRP Santé - Laboratoire National de Santé	Acquisition d'un chromatographe liquide couplé à la spectrométrie de masse	Luxembourg	171 603	171 603	terminé
97/06	Service de Police Judiciaire	Acquisition de matériel antidrogue	Luxembourg	157 986	157 986	terminé
97/25	Centre Pénitentiaire Agricole de Givenich	Toxicomanies et interventions en milieu carcéral: formation pour la lutte contre les toxicomanies en milieu pénitentiaire.	projet transfrontalier (L, B, F, NL)	14 874	14 874	terminé
98/02	Douane	Acquisition de matériel antidrogue	Luxembourg	221 218	221 218	terminé
98/07	Centre de prévention des toxicomanies	Semaine européenne de prévention des toxicomanies	Luxembourg	7 437	7 437	terminé
98/09	WIAD / Dr. Schlink	Etude sur les infections aux virus HIV et hépatites dans les prisons	Luxembourg	7 046	7 046	terminé
98/12	Mentor	Initiative au niveau des écoles primaires	Luxembourg	240 900	240 900	terminé
98/19	Agora	Subside pour exposition de photos	Luxembourg	496	496	terminé
99/05	Centre de prévention des toxicomanies	Etude sur le Cannabis	Luxembourg	37 101	37 101	terminé
99/09	Ministère de la Justice / SPSE	Prise en charge des personnes toxico-dépendantes en milieu pénitentiaire	Luxembourg	1 642 002	451 092	terminé
99/11	Direction de la Police	Acquisition de matériel antidrogue	Luxembourg	8 282	8 282	terminé
99/12	Agora a.s.b.l.	Réalisation d'une publication	Luxembourg	5 702	5 702	terminé
00/01	Ministère de la Santé / Fondation Jugend-an Drogenhelf	Aides au logement et appartements supervisés pour toxicomanes	Luxembourg	24 790	24 790	terminé
00/06	Stëmm vun der Strooss	Financement d'une personne à durée déterminée pour l'encadrement	Luxembourg	3 966	3 966	terminé
00/07	Centre de Prévention des Toxicomanies	Participation à la conférence europ. des services d'aide téléphonique drogues	Luxembourg	7 860	7 860	terminé
00/11	CRP Santé - Laboratoire National de Santé	Equipment complémentaire au chromatographe liquide	Luxembourg	19 627	19 627	terminé
01/01	FIUnet	Participation au financement d'un réseau informatique entre FIUs européens	Luxembourg et pays de l'UE	180 621	180 621	terminé
01/03	CRP Santé - Laboratoire National de Santé	Bourse pour un chercheur engagé à durée déterminée	Luxembourg	88 831	88 831	terminé
01/05	Police grand-ducale 2001	Acquisition de matériel antidrogue	Luxembourg	120 370	115 637	terminé
01/06	CRP Santé	Recherche action en matière d'hépatite virale C et du HIV	Luxembourg	307 051	307 051	terminé
01/09	Douane	Acquisition de systèmes d'inspection par rayon X	Luxembourg	211 600	211 600	terminé
01/10	Service National de la Jeunesse	Projet "What's what - Drugs'n more"	Luxembourg	7 735	7 735	terminé
01/13	Ministère de la Santé/Abrigado	Construction d'une maison de traitement avec logements d'urgence	Luxembourg	1 663 611	0	en cours
01/14	Centre de prévention des toxicomanies	Formation de multiplicateurs	Luxembourg	244 098	244 098	terminé
01/17	Médecins sans Frontières	Financement d'une personne à durée déterminée	Luxembourg	38 531	38 531	terminé
02/03	Administration des Douanes et Accises	Matériel complémentaire au projet 98/02	Luxembourg	115 371	115 371	terminé
02/11	Police grand-ducale 2002	Projet formation 2002	Luxembourg	20 551	20 551	terminé
02/12	Police grand-ducale 2002	Projet d'acquisition de matériel	Luxembourg	291 316	247 014	terminé
02/16	Fondation Jugend an Drogenhelf	Aides au logement et appartements supervisés pour toxicomanes	Luxembourg	40 000	40 000	terminé
02/17	Mentor	Développement d'un portail internet	Luxembourg	224 957	224 957	terminé
02/18	Police grand-ducale 2002	Projet de création d'un spot publicitaire contre les drogues	Luxembourg	15 120	15 120	terminé
02/23	Centre de prévention des toxicomanies	Participation à la conférence europ. des services d'aide téléphonique drogues	Luxembourg	11 000	11 000	terminé
02/24	Centre de prévention des toxicomanies	Erlebnisfad	Luxembourg	48 739	48 739	terminé
03/08	Police grand-ducale 2003	Projet d'acquisition de matériel	Luxembourg	51 096	51 096	terminé
03/09	Stëmm vun der Strooss	Atelier thérapeutique pour dépendants	Luxembourg	2 425 983	0	en préparation
04/01	Police grand-ducale 2004	Campagne de sensibilisation	Luxembourg	23 000	23 000	terminé
04/03	Administration des Douanes et Accises	Voiture de transport de chiens	Luxembourg	59 906	59 906	terminé
04/05	Police grand-ducale 2004	Projet formation 2004	Luxembourg	26 420	16 844	en cours
04/09	Médecins sans Frontières	Projet CHOICE (FreD)	Luxembourg	89 375	89 375	terminé
04/10	Police grand-ducale 2004	Matériel de lutte contre les stupéfiants	Luxembourg	123 294	123 294	terminé
04/11	Centre de prévention des toxicomanies	Erlebnisfad 2 / TRAMPOLIN - Sprongkraft am Alltag	Luxembourg	594 707	520 812	en cours
04/13	CRP Santé - Laboratoire National de Santé	Bourse pour un chercheur engagé à durée déterminée	Luxembourg	123 294	123 294	remplacé
04/15	Centre Emmanuel	Demande d'une aide financière d'urgence	Luxembourg	120 000	120 000	terminé
05/01	Fondation Jugend an Drogenhelf	Aides au logement et appartements supervisés pour toxicomanes	Luxembourg	20 000	20 000	terminé
05/02	GAFInet	Système documentaire par internet	Luxembourg	65 000	65 000	terminé
05/04	Police grand-ducale 2005	Matériel de lutte contre les stupéfiants	Luxembourg	69 201	69 201	terminé
05/09	ODC budget général	Contribution au budget général 2004, 2005, 2006 et 2007	Luxembourg	299 678	299 678	terminé
05/10	Police grand-ducale 2005	Acquisition d'un chien anti-drogues	Luxembourg	5 569	5 569	terminé
05/11	Police grand-ducale 2006	Matériel de lutte contre les stupéfiants	Luxembourg	79 946	79 946	terminé
06/01	Police grand-ducale 2006	Matériel informatique	Luxembourg	50 502	50 502	terminé
06/03	Centre de prévention des toxicomanies	Rédaction de brochures	Luxembourg	24 392	24 392	terminé
06/04	Fondation Jugend an Drogenhelf	camionnette	Luxembourg	15 748	15 748	terminé
06/05	Centre Emmanuel	Demande d'une aide financière d'urgence	Luxembourg	100 000	100 000	terminé
06/08	Police grand-ducale 2006	Matériel informatique	Luxembourg	56 839	56 839	terminé
06/10	ODC	Engagement à durée déterm. d'une personne pour l'ODC à Vienne	Vienne	310 288	310 288	terminé
06/11	Police grand-ducale 2006	Matériel de récupération de drogues avalées	Luxembourg	57 276	57 276	terminé
06/12	Fondation Jugend an Drogenhelf	Demande d'une aide pour le paiement d'un supplément de loyer (1 an)	Luxembourg	11 400	11 400	terminé
06/14	Police grand-ducale 2006	Matériel de lutte contre les stupéfiants	Luxembourg	92 458	92 458	terminé
06/20	Fondation Jugend an Drogenhelf	Aides au logement et appartements supervisés pour toxicomanes	Luxembourg	35 000	35 000	terminé
07/01	Uni Luxembourg-Laboratoire National de Santé	Acquisition d'un chromatographe liquide et financement d'une bourse d'études	Luxembourg	496 000	208 695	en cours
07/02	Police grand-ducale 2007	Acquisition de chiens anti-drogues	Luxembourg	6 563	6 563	en cours
08/02	Police grand-ducale 2008	Matériel de lutte contre les stupéfiants	Luxembourg	90 907	90 907	terminé
08/03	EPI	Op der Sich nom Gleck	Luxembourg	5 000	5 000	terminé
08/10	Centre de prévention des toxicomanies	Projet SchoulFest - prévention en milieu scolaire et festif	Luxembourg	187 837	83 000	en cours
08/11	Police grand-ducale 2008	Matériel de lutte contre les stupéfiants	Luxembourg	2 073	2 073	terminé
08/15	Fondation Jugend an Drogenhelf	Aides au logement et appartements supervisés pour toxicomanes	Luxembourg	35 000	35 000	terminé
08/16	Police grand-ducale 2008	Matériel de lutte contre les stupéfiants	Luxembourg	208 000	128 957	en cours
09/03	CRF / Parquet	Amélioration de l'outil informatique de la CRF	Luxembourg	265 972	265 972	en cours
09/05	Police 2009	Véhicules pour chiens	Luxembourg	64 879	64 879	terminé
09/07	Centre de prévention des toxicomanies	Edition de dépliants	Luxembourg	12 819	12 819	en cours
09/08	Police 2009	Véhicules d'observation	Luxembourg	97 000	13 972	en cours
10/03	CePT - Dépliants	10.000 Dépliants sur héroïne, tabac, champignons, médicaments	Luxembourg	16 346	16 346	en cours
10/08	CRF / Parquet	Amélioration de l'outil informatique de la CRF	Luxembourg	72 600	20 177	en cours
TOTAUX Luxembourg et Europe de l'ouest:				12 679 411	6 630 601	
98/11	Groupe Pompidou	Cofinancement d'un programme de formation durable de personnes spécialisées dans la réduction de la demande de drogues	Europe centrale et orientale	91 500	91 500	terminé
99/08	ATTF (2000)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	215 464	215 464	terminé
01/02	ATTF (2001)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	151 609	151 609	terminé
02/01	Projet PHARE	Séminaire anti-blanchiment au Luxembourg dans le cadre PHARE de l'UE	Pays de l'Europe centrale et orientale	16 317	16 317	terminé
02/07	ATTF (2002)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	46 860	46 860	terminé
02/21	ATTF (2003)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	119 351	119 351	terminé
03/07	ATTF Conseil de l'Europe	Cours bancaires anti-blanchiment au Luxembourg	Russie	15 639	15 639	terminé
03/10	ATTF (2004)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	157 520	157 520	terminé
03/14	ODC (RER/F77)	Prévention du Sida et traitement des toxicomanes	Russie, Ukraine, Biélorussie et Moldavie	230 000	230 000	terminé
04/02	Police grand-ducale 2004	Destruction de stupéfiants	Bosnie, Herzégovine	75 000	75 000	en cours
04/16	ATTF (2005)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	179 755	179 755	terminé
05/12	ATTF (2006)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	224 379	224 379	terminé
06/19	ATTF (2007)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	255 715	255 715	terminé
08/01	ATTF (2008)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	162 620	162 620	terminé
08/17	ATTF (2009)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Pays de l'Europe centrale et orientale	258 650	155 100	en cours
09/06	Groupe Pompidou	4e prix européen	Europe	5 000	5 000	en cours
10/05	Groupe Pompidou	Drug Treatment and Harm Reduction in Prisons	Moldova	50 000	50 000	en cours
10/09	ATTF (2010)	Séminaires anti-blanchiment au Luxembourg et à l'étranger	Divers	160 000	83 055	en cours
TOTAUX Europe centrale et orientale:				2 415 378	2 159 883	

95/02	Mentor	Projet de prévention en faveur d'enfants défavorisés de la rue	Nicaragua (Managua) et Colombie (Medellin)	52 387	52 387	terminé
96/07	ODC (RLA/996)	Organisation de cours et séminaires pour renforcer les capacités de lutte des pays visés en matière de contrôle et de répression du trafic de drogues, précurseurs et produits chimiques de base ainsi que du blanchiment de capitaux	Argentine, Bolivie, Chili, Pérou	142 048	142 048	terminé
96/08	ONG Assoc. Solidarité Lxhg-Nicaragua	Formation et réhabilitation d'enfants toxicomanes	Nicaragua (Masaya)	137 599	137 599	terminé
96/10	ONG Frères des Hommes	Banque de données et analyse de façon systématique des résultats des actions de lutte entreprises dans ce pays	Bolivie	52 088	52 088	terminé
98/06	ONG Eng Breck mat Latinamerika	Projet de développement alternatif	Pérou	1 134 495	1 134 495	terminé
99/01	Agent de la Coopération	Centre de soins pour toxicomanes au Chiapas	Mexique	24 790	24 790	terminé
99/06	ODC (RLA/C89)	Renforcement des ONG et institutions gouvernementales en Amérique centrale en matière de réduction de la demande	Mexique, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama	109 606	109 606	terminé
99/07	ODC (BOL/E07)	Formation professionnelle et promotion de micro-entreprises dans le cadre d'une stratégie de réduction du coca	Bolivie	374 195	374 195	terminé
01/12	ODC (MEX/F84)	Centre de soins pour toxicomanes au Chiapas (suite du projet 1.99)	Mexique	194 582	194 582	terminé
02/22	ODC (CAM/F17rev1)	Traitement de Toxicomanes au Nicaragua (mini projet)	Nicaragua	14 594	14 594	terminé
02/26	Association Luxembourg Pérou	Communauté thérapeutique	Pérou	311 736	311 736	terminé
03/11	ODC (CAM/H90)	Centres de réhabilitation en Amérique centrale	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama	1 626 685	1 626 685	en cours
03/15	ONG Chiles Kinder asbl	Traitement et réhabilitation de Toxicomanes au Chili	Chili	167 000	167 000	terminé
04/12	FMI	Demande d'assistance technique	Amérique du sud (GAFISUD)	74 839	74 839	terminé
06/02	ONG Chiles Kinder asbl	Centre de traitement	Chili	314 145	314 145	terminé
06/13	Action pour un Monde Uni	Communauté thérapeutique II	Pérou	339 999	339 999	terminé
10/01	ASLN	Renforcement de l'autonomie financière de l'Association Casa Ave Maria	Nicaragua	36 000	12 000	en cours
10/07	Action pour un Monde Uni	Construction d'un local pour la communauté thérapeutique de réhabilitation et capac	Lima-Pérou	320 612	160 306	en cours
TOTAUX Amérique:				5 427 401	5 243 095	
98/12	Mentor	Initiative au niveau des écoles primaires	Tunisie	113 490	113 490	terminé
99/03	Gouvernement du Cap-Vert	Cofinancement du remplacement d'un avion	Cap-Vert	144 065	144 065	terminé
00/02	ODC (SAF/E66)	Centre de traitement et de réhabilitation pour toxicomanes	Afrique du Sud (Soweto)	55 007	55 007	terminé
02/06	MAE/Luxdev	Accueil et traitement des toxicomanes	Cap-Vert	1 482 995	1 482 995	terminé
03/13	ODC (SAF/G78)	Prévention contre la drogue dans les prisons	Afrique du Sud	100 000	100 000	terminé
05/07	ODC (Cap Vert formation)	Formation sur ordinateur des autorités de poursuite	Cap-Vert	175 056	175 056	terminé
05/08	ODC (Cap Vert répression)	Renforcement des capacités des autorités de poursuite	Cap-Vert	324 944	324 944	terminé
04/12	FMI	Demande d'assistance technique	Bénin	35 188	35 188	terminé
08/18	ODC ECOWAS (XAMU50)	Organisation conférence ministérielle pour l'Afrique de l'Ouest sur le trafic des stupéfiants	Cap Vert	50 000	50 000	terminé
09/04	Mali	Lutte contre la drogue et la criminalité organisée	Mali	884 598		en cours
10/02	Mentor	Supporting the Development and Sustainability of Mentor and the Ugandan Youth Development Link (UYDEL) prevention of drug abuse activities in Uganda and the East African Region	Uganda	115 050	30 000	en cours
TOTAUX Afrique:				3 480 392	2 510 744	
97/26	ODC (LAO/C99)	Programme de développement alternatif	Laos (Nonghet / Xiengkhouang)	748 391	748 391	terminé
97/27	ODC (LAO/C85)	Programme de développement alternatif	Laos (Oudomsay)	374 195	374 195	terminé
97/28	ODC (VIE/B09)	Programme de développement alternatif	Vietnam	167 340	167 340	terminé
98/21	ODC	Engagement à durée déterminée d'une personne pour l'ODC au Laos	Laos	237 955	237 955	terminé
99/02	Photographe	Documentation photographique, expositions, sensibilisation	Laos, Luxembourg	11 429	11 429	terminé
00/03	ODC (IRA/E52)	Projet de réduction de la demande	Iran	74 839	74 839	terminé
00/05	ODC (VIE/F21)	Programme de développement alternatif	Vietnam	94 671	94 671	terminé
00/12	ODC (LAO/C99)	Programme de développement alternatif	Laos (Xiengkhouang)	149 678	149 678	terminé
01/16	ODC (VIE/F21)	Programme de développement alternatif	Vietnam	270 000	270 000	terminé
02/04	Caritas	Traitement et Réhabilitation de Toxicomanes au Liban	Liban	624 543	624 543	terminé
02/08	ODC (LAO/F13)	Développement d'une unité de support aux programmes UN	Laos	150 000	150 000	terminé
02/09	ODC (LAO/C99)	Programme de développement alternatif	Laos (Nonghet / Xiengkhouang)	150 000	150 000	terminé
02/25	ODC (RAS/G22)	Projet de réduction du Sida	China, Myanmar, Vietnam	300 000	300 000	terminé
03/03	ODC	Prolongement du projet 98/21 au Laos	Laos	252 054	252 054	terminé
03/12	ODC (LAO/D35)	Programme de développement alternatif	Laos (Houaphan)	313 471	313 471	terminé
04/08	Pharmaciens sans Frontières	Désintoxication des enfants de la rue de Phnom Penh	Cambodge	325 815	325 815	terminé
04/14	ODC	Engagement à durée déterminée d'une personne pour l'ODC au Laos	Laos	321 578	321 578	terminé
05/06	ODC (AS/RER/H22)	Projet CARICC (Central Asian Regional Information and Coordination Center)	Asie centrale	100 000	100 000	terminé
06/06	Caritas	Traitement et Réhabilitation de Toxicomanes au Liban II	Liban	207 100	207 100	terminé
06/07	ODC	Engagement à durée déterminée d'une personne pour l'ODC au Laos	Laos	292 811	292 811	terminé
06/15	OTAN/ODC	Lutte contre les stupéfiants	Afghanistan	154 663	154 663	terminé
06/16	ODC (LAO/H98)	Programme de développement alternatif	Laos (Houaphan Province)	628 648	628 648	terminé
06/17	ODC (LAO/H95)	Mise en œuvre de la stratégie et du cadre légal anti-drogues	Laos	291 872	291 872	terminé
06/18	ODC (VIE/J04)	Réduction de la demande de stupéfiants auprès de minorités ethniques	Vietnam	314 324	314 324	terminé
07/06	OTAN/ODC	Lutte contre les stupéfiants (suite du projet 06/15)	Afghanistan	104 469	104 469	terminé
08/09	ODC (VIE/H68)	Prévention, traitement et réhabilitation de toxicomanes	Vietnam	659 258	659 258	en cours
09/01	UNICRI	Amélioration du système judiciaire et entraînement des autorités judiciaires pour la lutte contre la criminalité	Laos	785 811	411 615	terminé
09/09	Caritas	Procheta	Bangladesh	173 653	63 576	en cours
TOTAUX Asie:				8 278 569	7 794 297	

TOTAUX:

32 281 152

24 338 619

dont effectivement engagé:

29 855 169

Pour son action au niveau international, le Fonds s'engage surtout dans les pays partenaires privilégiés de la coopération au développement luxembourgeoise ainsi qu'à travers l'Office des Nations Unies contre les drogues et le crime (ODC).

A) La coopération avec l'Office contre les drogues et le crime (ODC)

Le Fonds finance de façon systématique des projets de l'ODC, ce qui a permis au Luxembourg, représenté par son Ambassadeur à Vienne, de faire partie du groupe des « major donors » de ce programme.

Les projets en cours en 2010 avec l'ODC sont les suivants :

Projets en Asie	
Projet de prévention, de traitement et de réhabilitation de toxicomanes au Vietnam	08/09
Engagements : 880.900,- \$	Décaissements : 880.900,- \$ Dont en 2010 : 480.900,- \$
Projet d'assistance technique en matière de traitement et de réhabilitation de toxicomanes au Vietnam au niveau sociétal et institutionnel	

Projets en Amérique latine	
Projet de mise en place de centres de réhabilitation en Amérique centrale	03/11
Engagements : 1.387.200,- € et 320.000,- \$	Décaissements : 1.387.200,- € et 320.000,- \$ Dont en 2010 : 320.000,- \$
Projet d'assistance technique en matière de traitement et de réhabilitation de toxicomanes en Amérique centrale	

Projets en Afrique	
Projet d'assistance à la mise en œuvre du Programme National Intégré de lutte contre le trafic illicite et la criminalité au Mali	09/04
Engagements : 1.182.000,- \$ Dont en 2010 : 1.182.000,- \$	Décaissements : -

B) La coopération avec UNICRI (UNICRI – Projet 09/01)

Le Fonds s'était engagé à soutenir un projet au Laos avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) à concurrence de 1.050.000,- USD sur deux ans. Le projet en question consistait à fournir une aide au développement du système judiciaire laotien afin de renforcer les capacités de réaction de celui-ci face aux menaces croissantes en matière de crime organisé et de trafic des stupéfiants. Compte tenu du peu de résultats sur le terrain, le Fonds a malheureusement dû mettre un terme à ce projet.

C) Les projets avec le secteur public luxembourgeois

C.1.) Justice et Intérieur

Projets avec les Parquets de Luxembourg et de Diekirch	96/18 97/01 97/02
Ces projets initiés déjà en 1994 sont à durée indéterminée et permettent au Fonds, suite à la conclusion de conventions avec les Procureurs d'Etat de Luxembourg et de Diekirch de mettre à la disposition des Parquets, temporairement et à court terme, certains fonds, nécessaires pour le bon déroulement d'actions de poursuite de trafiquants de drogue, tant sur le plan national que sur le plan international. Au cours de l'exercice 2008, les Parquets n'ont pas fait usage des lignes de crédit pour affaires internationales.	

Projets avec la Police Grand-Ducale	
Projet de destruction matérielle de stupéfiants saisis en Bosnie Herzégovine	04/02
Engagements : 75.000,- €	Décaissements : -
Projet de formations en matière de lutte contre le trafic des stupéfiants	04/05
Engagements : 26.420,- €	Décaissements : 16.844,- €
Projet d'acquisition de matériel de lutte contre les stupéfiants	08/16
Engagements : 208.000,- €	Décaissements : 128.957,- €
dont en 2010 : 97.000,- €	dont en 2010 : 60.873,- €
Projet de transformation de véhicules pour le transport de chiens	09/05
Engagements : 64.879,- €	Décaissements : 64.879 €
dont en 2010 : 64.879,- €	dont en 2010 : 64.879 €
Projet d'acquisition de matériel de lutte contre les stupéfiants	09/08
Engagements : 97.000,- €	Décaissements : 13.972,- €
dont en 2010 : 97.000,- €	dont en 2010 : 13.972,- €

Projet avec la Cellule de renseignement financier auprès du Parquet de Luxembourg	
Projet d'amélioration de l'outil informatique	09/03
Engagements : 265.972,- €	Décaissements : 265.975,- €
dont en 2010 : 27.022,- €	dont en 2010 : 75.992,- €
Projet d'amélioration de l'outil informatique	10/08
Engagements : 72.600,- €	Décaissements : 20.177,- €
dont en 2010 : 72.600,- €	dont en 2010 : 20.177,- €

Le Fonds soutient financièrement l'amélioration de l'outil informatique de la Cellule de renseignement financier du Luxembourg, autorité compétente pour la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

C.2.) Santé et Jeunesse

Projet « maison de traitement » avec le Ministère de la Santé	01/13
Engagements : 1.663.611,- €	Décaissements : -
C'est en 2002 que le Fonds a approuvé le projet de construction d'une maison de traitement avec logements d'urgence pour toxicomanes. En raison des discussions au sujet de la construction de cette maison, communément appelée « Fixerstuff », un retard dans l'exécution du projet est apparu.	

Projets avec le Centre de prévention des toxicomanies	
Projet Erlebnispfad II / TRAMPOLIN - Sprongkraft am Alldag	04/11
Engagements : 594.707,- €	Décaissements : 520.812,07 € dont en 2010 : 45.047,07 €
L'exposition itinérante TRAMPOLIN – Sprongkraft am Alldag réalisée par le CePT, a été présentée au grand public à l'occasion de la Foire d'Automne 2005. Elle a été conçue pour montrer à chacun de ce en quoi consiste la prévention des toxicomanies de manière succincte et compréhensible. La tournée de l'exposition Trampoline dans différentes communes a pris fin en 2007. L'exposition a suscité un grand intérêt surtout auprès du personnel socio-éducatif. Ce projet a permis au CePT d'élaborer en 2008 un outil original permettant de diffuser de manière attractive et accessible ses idées concernant les stratégies et méthodes utilisables en matière de prévention des toxicomanies et de la promotion de la santé. Cette approche a été présentée lors du XXIXème congrès international de psychologie à Berlin le 21 juillet 2008 (poster presentation 327 « Health promotion with a bounce »). Une animation interactive des idées véhiculées à travers Trampoline est également disponible sur le site web du CePT (www.cept.lu).	
Projet SchoulFest	08/10
Engagements : 187.837,- €	Décaissements : 83.000,- €
Le projet SchoulFest est un programme de prévention en milieu scolaire et festif sur trois ans. Il s'insère dans un cadre interrégional plus large : « projet MAG-Net » où sont associés aussi des acteurs belges, allemands ainsi que le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER). Le démarrage du projet a eu lieu en 2009.	
Projet d'édition de dépliants	09/07
Engagements: 12.819,- € dont en 2010 : 12.819,- €	Décaissements : -
Projet d'édition de dépliants	10/03
Engagements: 16.346,- € dont en 2010 : 16.346,- €	Décaissements : -

Projet avec l'Université du Luxembourg et le Laboratoire National de Santé			
Projet d'acquisition d'un chromatographe liquide et financement d'une bourse d'études pour un chercheur au profit du Laboratoire National de Santé			07/01
Engagements :	496.000,- €	Décaissements :	208.695,- €
dont en 2010 :	124.000,- €		
Ce projet consiste en l'acquisition d'un chromatographe liquide à ultra-haute performance couplé à la spectrométrie de masse et en une bourse de chercheur ou d'étudiant au profit du Laboratoire National de Santé.			

Projet d'atelier thérapeutique pour dépendants avec le Ministère de la Santé et l'asbl Stëmm vun der Strooss			03/09
Engagements prévus :	2.425.983,- €	Décaissements :	-
Ce projet pour lequel le Fonds a donné son accord de principe en 2005 a pour objet la réalisation d'un atelier thérapeutique pour dépendants à Schoenfels. Actuellement il est dans une phase d'élaboration des plans de construction par l'Administration des Bâtiments Publics et le Ministère de la Santé. Le Fonds concrétisera l'engagement prévu dès la finalisation de ces plans.			

C.3.) Finances

Projets de cours de formation en matière de lutte contre le blanchiment avec l'ATTF			
Projet relatif à 2009			08/17
Engagements :	258.650,- €	Décaissements :	155.099,59 €
		dont en 2010 :	112.105,93 €
Les personnes ayant participé aux cours ont été originaires des pays suivants : Bosnie-Herzégovine, Chine, Egypte, Kazakhstan, Mongolie, Russie, Serbie.			
Projet relatif à 2010			10/09
Engagements :	160.000,- €	Décaissements :	83.055,- €
dont en 2010 :	160.000,- €	dont en 2010 :	83.055,- €
Les personnes ayant participé aux cours ont été originaires des pays suivants : Monténégro, Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Azerbaïdjan, Ukraine.			

D) Les projets avec des ONG ou d'autres organisations

Projet au Liban avec Caritas			
Traitement et réhabilitation de toxicomanes au Bangladesh			09/09
Engagements :	173.653,- €	Décaissements :	63.576,- €
Dont en 2010 :	173.653,- €	Dont en 2010 :	63.576,- €
Ce projet de la Caritas d'une durée de trois ans a pour objet le renforcement de la prévention de la toxicomanie dans le cadre de centres de santé au Bangladesh.			

Projet au Nicaragua avec ASLN		10/01
Engagements :	36.000,- €	Décaissements :
Dont en 2010 :	36.000,- €	Dont en 2010 :
Ce projet de la Caritas d'une durée de trois ans a pour objet le renforcement de la prévention de la toxicomanie dans le cadre de centres de santé au Bangladesh.		

Projet avec la Fondation Mentor		10/02
Engagements :	115.050,- €	Décaissements :
Dont en 2010 :	115.050,- €	Dont en 2010 :
Ce projet a pour objet la prévention en matière de lutte contre les stupéfiants auprès des jeunes en Ouganda.		

Projet avec le Groupe Pompidou (Conseil de l'Europe)		
Projet de contribution pour l'organisation du 4^e Prix européen de la prévention des drogues de 2010		09/06
Engagements :	5.000,- €	Décaissements :
dont 2010 :	5.000,- €	dont 2010 :
Le groupe Pompidou décerne le prix européen de la prévention des drogues à des projets de terrain novateurs menés par des jeunes pour des jeunes. L'objectif principal de ce prix est de reconnaître l'importance de la participation active des jeunes dans la création d'un environnement meilleur et plus sain pour l'ensemble des populations européennes.		
Projet en Moldavie		10/05
Engagements :	50.000,- €	Décaissements :
dont en 2010 :	50.000,- €	Dont 2010 :
Ce projet a pour objet la prévention et le traitement en matière de lutte contre les stupéfiants dans les prisons en Moldavie.		

Projet au Pérou avec Action pour un Monde Uni		10/07
Engagements :	320.612,- €	Décaissements :
Dont en 2010 :	320.612,- €	Dont en 2010 :
Ce projet à Lima a pour objet la construction d'un local pour la communauté thérapeutique de réhabilitation des filles et adolescentes de la rue.		

2) La coopération internationale du Fonds

Le partage de fonds

Au cours de l'année 2010, trois affaires internationales susceptibles de partage d'avoirs ont alimenté le Fonds pour un montant total de 3.507.390,- euros. Une provision de 1.753.695,- euros (50%) a été constituée aux fins d'exécution d'un tel partage.

Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler que depuis l'adoption de la loi du 14 juin 2001 portant approbation de la Convention de Strasbourg relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, des partages avec des autorités étrangères sont désormais possibles pour d'autres infractions que celles liées aux stupéfiants. Pour cette raison l'interlocuteur des autorités étrangères en toute matière de partage est le Ministère de la Justice.

II. La situation financière du Fonds

Les comptes du Fonds ont été alimentés au cours de l'exercice de l'équivalent de 3.815.235,- euros. Ce montant est le résultat de 101 affaires de drogues pour 3.601.172,- euros, de recettes financières sur le capital du Fonds pour 187.018,- euros et d'un résultat de change de 27.045,- euros.

Ces produits sont à mettre en relation avec des charges de 4.136.977,- euros à savoir des affectations à de nouveaux projets pour 2.349.030,- euros, des frais administratifs pour 11.897,- euros, de la constitution d'une provision pour partage d'avoirs avec l'étranger pour 1.753.695, euros et de la constitution d'une provision pour frais bancaires inhérents à l'exercice pour 22.355,- euros.

Ainsi l'actif net du Fonds (actif - sommes affectées sur base de conventions de projets - provisions) s'élève à 16.809.057,- euros à la fin de l'exercice.

Outre les projets pour lesquels l'engagement du Fonds a déjà été formalisé par la signature de conventions et dont le calcul de l'actif net ci-dessus a tenu compte, le Fonds a déjà avisé favorablement d'autres projets pour un volume global de 2.425.983,- euros, ce qui diminuerait l'actif net à 14.383.074,- euros.

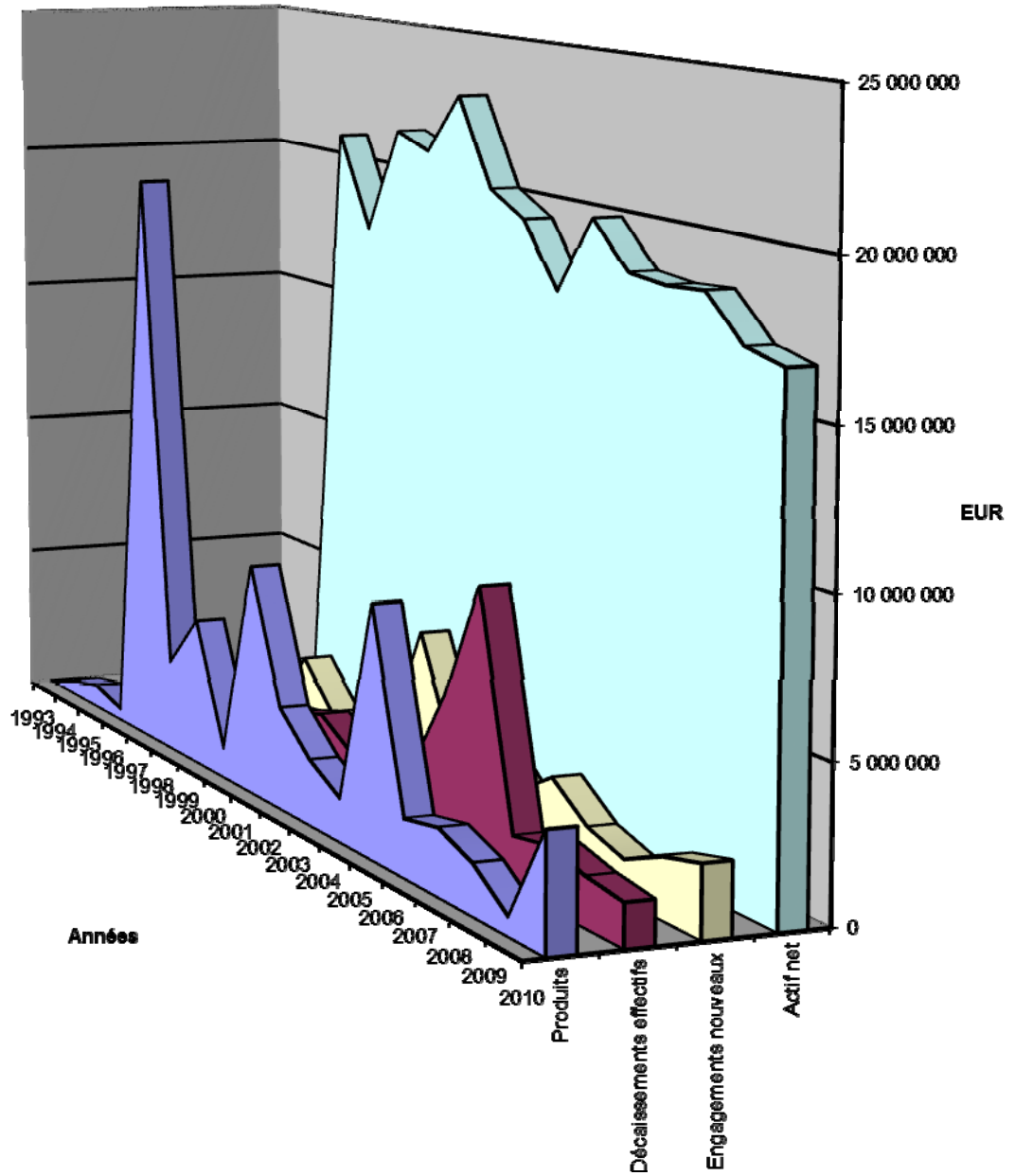
L'application des règles financières du Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants à la situation au 31 décembre 2010 donne les résultats suivants :

Montant de l'actif net :	AN =	16.809.057,-€
Montant de l'actif net disponible :	AN_{disp} =	4.409.057,-€
Plafond maximum du projet suivant :	P _{max} =	440.907,-€
en tenant compte des projets approuvés non signés :	P'_{max} =	198.307,-€

L'évolution financière depuis la création du Fonds se résume de la manière suivante :

Année:	Produits:	dont avoirs confisqués :	Décaissements effectifs:	Engagements nouveaux:	Actif net:
1993	2.485,-€	-	113,-€	-	2.372,-€
1994	478.075,-€	466.221,- €	8,-€	-	480.439,-€
1995	777.778,-€	750.484,- €	29.227,-€	58.010,-€	1.162.738,-€
1996	404.060,-€	52.672,- €	118.568,-€	219.194,-€	1.442.243,-€
1997	19.591.066,-€	17.791.789,- €	161.902,-€	278.154,-€	20.979.203,-€
1998	3.074.934,-€	19.047,- €	199.888,-€	2.815.156,-€	17.939.368,-€
1999	4.954.854,-€	56.237,- €	1.826.993,-€	1.378.595,-€	21.509.161,-€
2000	1.024.110,-€	25.008,- €	2.044.065,-€	1.444.206,-€	21.042.197,-€
2001	7.685.840,-€	6.639.680,- €	2.504.496,-€	1.834.796,-€	23.065.728,-€
2002	3.417.937,-€	2.393.124,- €	1.716.189,-€	5.545.126,-€	20.183.376,-€
2003	2.193.634,-€	1.410.685,-€	1.629.261,-€	2.122.376,-€	19.442.279,-€
2004	1.453.144,-€	726.600,-€	2.303.555,-€	3.094.178,-€	17.375.127,-€
2005	8.194.569,-€	7.597.536,-€	5.515.320,-€	1.813.100,-€	19.948.746,-€
2006	1.905.806,-€	1.174.445,-€	9.009.996,-€	2.785.580,-€	18.508.988,-€
2007	2.188.945,-€	1.213.177,-€	1.702.777,-€	1.754.758,-€	18.377.104,-€
2008	1.669.930,-€	541.316,-€	1.969.190,-€	1.315.445,-€	18.496.406,-€
2009	625.505,-€	67.021,-€	1.609.738,-€	1.980.715,-€	17.130.799,-€
2010	3.815.235,-€	3.601.172,-€	1.417.605,-€	2.349.030,-€	16.809.057,-€
Total	63.457.907,-€	44.526.214,-€	33.358.891,-€		

Evolution financière



Comptes du Fonds de Lutte contre le Trafic des Stupéfiants
au
31 décembre 2010

(en EUR)

Compte de profits et pertes

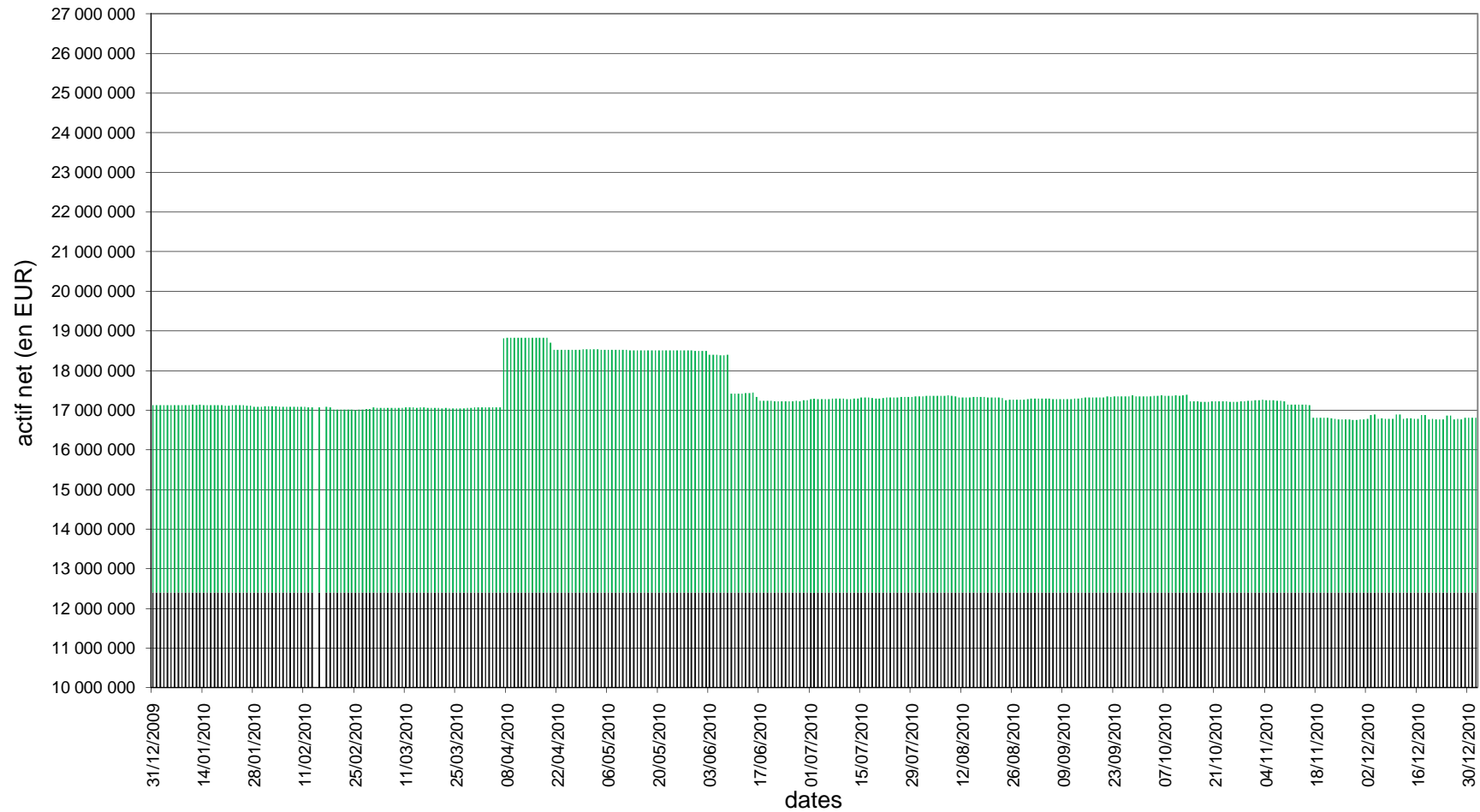
A. Charges		B. Produits	
Affectations à des projets:	2 349 030,32	Recettes en vertu de l'art.5 L 17-3-92:	3 601 171,78
Frais administratifs:	11 896,52	Intérêts:	49 301,58
Provisions pour frais bancaires inhérents à l'exercice:	22 354,95	Plus-value financière sur portefeuille de placement:	137 715,79
Provisions pour partages d'avoirs avec l'étranger:	1 753 694,86	Résultat de change:	27 045,44
Résultat de l'exercice:	0,00		321 742,06
Total:	4 136 976,65	Total:	4 136 976,65

Bilan

Actif		Passif	
D. Actif circulant		A. Capitaux propres:	
Créances:	2 478,94	Dotation initiale:	2 478,94
Portefeuille de placement:	12 997 655,40	Réserves:	17 128 320,03
dont		B. Provisions pour frais bancaires inhérents à l'exercice:	22 354,95
obligations:	9 798 348	Provisions pour avoirs susceptibles de tranfert à l'étranger en vertu de partages:	4 733 392,70
comptes à terme et liquidités:	3 199 308	C. Sommes affectées sur base de conventions de projets:	5 516 549,14
Avoirs en banque :	14 075 857,15	D. Résultat de l'exercice (*) :	-321 742,06
E. Comptes de régularisation:	5 362,21	E. Comptes de régularisation:	0,00
(Intérêts à recevoir sur avoirs en banque)			
Total:	27 081 353,70	Total:	27 081 353,70

(*) Le résultat de l'exercice est imputé sur les réserves

Evolution de l'actif net du Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants



Montant actuel de l'actif net (*): 16 809 056,90 EUR
 en tenant compte des projets approuvés non signés: **14 383 073,90** EUR

plafond maximum du projet suivant: 440 905,69 EUR
 respect.: 198 307,39 EUR

31/12/2010

(*) Le montant des avoirs susceptibles de partage avec des pays étrangers a été déduit



Luxembourg, le 8 juillet 2011

Le Ministre des Finances,
Le Ministre de la Coopération et de l'Action Humanitaire,
Le Ministre de la Justice,
Le Ministre de la Santé,

Vu la loi modifiée du 17 mars 1992 portant

1. approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988,
2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie,
3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle,

Vu le règlement grand-ducal du 28 mai 1993 concernant le contrôle par la Cour des Comptes sur la gestion financière du Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité,

Vu le rapport annuel 2010 sur les activités et la situation financière du Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité, ainsi que les comptes arrêtés au 31 décembre 2010,

Vu la demande d'avis sur les comptes adressée à la Cour des Comptes en date du 7 juillet 2011,

A r r ê t e n t :

Article unique.- Les comptes de l'exercice 2010 du Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité sont approuvés et décharge est donnée au Comité-Directeur pour cet exercice.

s. Le Ministre des Finances, s. Le Ministre de la Coopération et
de l'Action Humanitaire,

s. Le Ministre de la Justice, s. Le Ministre de la Santé,

COMITE-DIRECTEUR

au 31 décembre 2010

Président:

Jean-Luc KAMPHAUS, Conseiller de Direction 1^{ère} classe (Ministère des Finances)

Membres:

Katia KREMER, Conseiller de Direction 1^{ère} classe (Ministère de la Justice)

Marc BICHLER, Directeur (Ministère des Affaires Etrangères)

Jacqueline GENOUX-HAMES, Pharmacien Inspecteur (Ministère de la Santé)

Anouk AGNES, Attachée de Gouvernement 1^{ère} en rang (Ministère des Finances)

Secrétaire:

Paul KOHN, Rédacteur (Ministère des Finances)

Loi du 17 mars 1992 portant

1. approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988;
 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;
 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle (Mém. A 1992, p.698)
- telle qu'elle a été modifiée**

- par la loi du 14 juin 2001 portant
 1. approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990;
 2. modification de certaines dispositions du code pénal;
 3. modification de la loi du 17 mars 1992 portant
 1. approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988;
 2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;
 3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle (Mém. A 2001, p.1708);
- par la loi du 1^{er} août 2007 sur la confiscation et portant modification de différentes dispositions du Code pénal, du Code d'instruction criminelle et de différentes lois spéciales (Mém. A 2007, p.2428);
- par la loi du 27 octobre 2010 portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme; portant organisation des contrôles du transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg; relative à la mise en œuvre de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives en matière financière à l'encontre de certaines personnes, entités et groupes dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme; modifiant:
 1. le Code pénal;
 2. le Code d'instruction criminelle;
 3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;
 4. la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;
 5. la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;
 6. la loi modifiée du 11 avril 1985 portant approbation de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ouverte à la signature à Vienne et à New York en date du 3 mars 1980;
 7. la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;
 8. la loi du 20 juin 2001 sur l'extradition;
 9. la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre Etats membres de l'Union européenne;
 10. la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale;
 11. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
 12. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
 13. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
 14. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;
 15. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
 16. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative à l'organisation de la profession d'expert-comptable;
 17. la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit;
 18. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives;
 19. la loi modifiée du 17 mars 1992 portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988;
 20. la loi modifiée du 14 juin 2001 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990 (Mém. A 2010, p.3172).

Texte mis à jour

- Art. 1^{er}.** Est approuvée la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988.
- Art. 2.** (Loi du 1^{er} août 2007) «Le procureur général d'Etat est désigné comme autorité chargée de répondre aux demandes d'entraide judiciaire ou de les transmettre aux autorités compétentes pour exécution, en application de l'article 7, § 8 de la Convention.»
- Les demandes sont rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française.

«Le procureur général d'Etat»¹ refuse l'entraide judiciaire si l'exécution de la demande peut porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels du Grand-Duché de Luxembourg.

(Loi du 1^{er} août 2007) «Contre la décision par laquelle le procureur général d'Etat déclare que rien ne s'oppose à l'exécution d'une demande en application de l'article 7, § 8 de la Convention au regard des conditions fixées à l'alinéa 3 du présent article, aucun recours, fût-il de droit commun, ne saurait être exercé, ni à titre principal, ni à titre incident, devant quelque juridiction que ce soit.»

Art. 3.

- (1) Le tribunal correctionnel du lieu où sont situés les produits, biens, instruments ou autres choses visés au paragraphe 1 de l'article 5 de la convention est compétent pour connaître des demandes tendant à la confiscation ou à l'exécution d'une décision de confiscation en application du paragraphe 4 a) du même article 5.

Les dispositions du code d'instruction criminelle relatives au jugement des délits sont applicables.

- (2) Le juge d'instruction près du tribunal d'arrondissement du lieu où sont situés les produits, biens, instruments ou autres choses visés au paragraphe 1 de l'article 5 de la convention est compétent pour ordonner les mesures de perquisition et de saisie demandées en application du paragraphe 4 b) du même article 5.

Les dispositions du code d'instruction criminelle relative aux perquisitions et aux saisies sont applicables. Une inculpation n'est pas nécessaire.

La durée maximale des mesures est limitée à deux ans. Elles peuvent être renouvelées dans les mêmes conditions avant l'expiration de ce délai.

- (3) Les demandes de confiscation, de perquisition ou de saisie présentées au ministère de la Justice par une autorité étrangère sont traitées comme étant des demandes d'entraide judiciaire régies par l'article 7 de la convention.
- (4) La demande de l'autorité étrangère doit contenir les renseignements prévus à l'article 5, paragraphe 4 d) et à l'article 7, paragraphe 10 de la convention.
- (5) Si la demande tend à une confiscation, ou à l'exécution d'une décision de confiscation, ou à une mesure de perquisition ou de saisie, le ministre de la Justice la transmet au procureur général d'Etat aux fins de saisir le tribunal correctionnel ou le juge d'instruction compétents.
- (6) Le tribunal correctionnel saisi d'une demande de confiscation ou d'exécution d'une décision de confiscation examine si le fait pour lequel la confiscation doit être prononcée ou a été prononcée constituerait une infraction selon la loi luxembourgeoise et si l'auteur serait punissable au Luxembourg si le fait y avait été commis.

Le tribunal est lié par les constatations de fait de la décision étrangère. S'il estime que ces constatations sont insuffisantes pour lui permettre de statuer, il peut ordonner un complément d'information.

Le tribunal entend, le cas échéant par commission rogatoire, le condamné ainsi que toute personne ayant des droits sur les biens qui ont fait l'objet de la décision étrangère de confiscation.

Le condamné et les autres personnes mentionnées à l'alinéa qui précède peuvent se faire représenter par un avocat. Dans ce cas, la décision est contradictoire à leur égard.

Les tiers ayant acquis des droits sur les biens qui font l'objet de la confiscation peuvent intervenir dans la cause ou être mis en intervention pour la sauvegarde de leurs intérêts. Le tribunal peut ordonner leur mise en cause.

(Loi du 1^{er} août 2007) «Le jugement du tribunal est réputé contradictoire lorsque la citation a été notifiée à la dernière adresse connue du condamné et des autres personnes mentionnées aux alinéas qui précèdent.»

(Loi du 1^{er} août 2007) «Le jugement réputé contradictoire est notifié à la dernière adresse connue du condamné et des personnes mentionnées aux alinéas qui précèdent et est publié dans un journal luxembourgeois ou étranger.»

(Loi du 1^{er} août 2007) «La notification est réputée faite le cinquième jour suivant celui de l'insertion du jugement dans le journal.»

(Loi du 1^{er} août 2007) «Les dispositions des alinéas qui précèdent s'appliquent également à la procédure d'appel.»

Si le tribunal reconnaît le bien-fondé de la demande, il ordonne la confiscation ou déclare exécutoire le jugement de confiscation étranger.

¹ Loi du 1^{er} août 2007

L'exécution est autorisée à la double condition suivante:

- 1° la décision étrangère est définitive et demeure exécutoire selon la loi de l'Etat requérant;
- 2° les biens confisqués par cette décision sont susceptibles d'être confisqués dans des circonstances analogues selon la loi luxembourgeoise.

L'exécution ne peut être ordonnée que dans les limites de l'article 8-2 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie.

L'exécution du jugement étranger ne peut être ordonnée:

- 1) si ce jugement a été prononcé dans des conditions qui n'offrent pas de garanties suffisantes au regard de la protection des libertés individuelles et des droits de la défense;
- 2) s'il existe des raisons sérieuses de croire que la demande est fondée sur des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinion politique;
- 3) si une cause légale fait obstacle à l'exécution de la décision;
- 4) si les faits en raison desquels la confiscation a été prononcée font l'objet d'une poursuite pénale sur le territoire luxembourgeois;
- 5) si l'exécution avait pour effet de porter atteinte aux droits reconnus aux tiers de bonne foi par la loi luxembourgeoise.

«La décision autorisant l'exécution de la décision étrangère entraîne le transfert, à l'Etat luxembourgeois, de la propriété du bien confisqué, sauf s'il en est convenu autrement avec l'Etat requérant ou si, dans un cas donné, un arrangement intervient entre le Gouvernement luxembourgeois et le Gouvernement de l'Etat requérant.»²

Art. 4.

- (1) La commercialisation, l'importation et l'exportation des substances inscrites aux tableaux I et II figurant à l'Annexe de la Convention précitée du 20 décembre 1988 sont soumises à la surveillance du Ministre de la Santé et du Ministre de la Justice. Les mesures de contrôle sont effectuées pour compte du Ministre de la Santé par les pharmaciens inspecteurs de la Division de la Pharmacie et des Médicaments de la Direction de la Santé et pour compte du Ministre de la Justice par les fonctionnaires de l'Administration des Douanes ayant au moins le grade de vérificateur-adjoint nommés par arrêté conjoint du Ministre de la Justice et du Ministre des Finances.

Dans l'exercice de leur mission ces agents ont la qualité d'officiers de police judiciaire. Ils constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

Avant d'entrer en fonction ils prêtent devant le tribunal d'arrondissement de leur domicile le serment suivant: «Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité».

Un règlement grand-ducal, pris sur avis du Conseil d'Etat et de l'assentiment de la Commission de Travail de la Chambre des Députés, arrête les modalités de cette surveillance.

- (2) Ce règlement grand-ducal peut notamment:
 - déterminer les modalités permettant d'identifier les substances visées ci-dessus pendant toutes les opérations de commercialisation;
 - déterminer les documents qui doivent accompagner ces substances pendant les opérations de commercialisation et en fixer la durée de conservation;
 - soumettre à une autorisation préalable tout établissement d'une entreprise ou d'un particulier se livrant à des activités de commerce ou de stockage de ces substances;
 - soumettre à la condition d'une notification préalable toute opération d'exportation de ces substances ou de certaines d'entre elles;
 - limiter le volume de stockage de ces substances en fonction des activités normales des entreprises concernées.
- (3) Un règlement grand-ducal pris dans les formes prévues au paragraphe (1) peut étendre l'application du présent article à d'autres substances, suite à une modification en ce sens de l'Annexe de la Convention citée audit paragraphe ou suite à l'adoption d'un règlement ou d'une directive en ce sens arrêté ou adopté au sein des Communautés Européennes.
- (4) Dans l'exercice de leur mission de surveillance, les agents visés au paragraphe (1) ci-dessus ont le droit de contrôler tous moyens de transport, d'entrer de jour et de nuit pendant les heures d'ouverture dans les lieux où sont fabriquées, manipulées, entreposées ou vendues des substances visées au paragraphe (1), de

² Loi du 14 juin 2001

contrôler les produits qui s'y trouvent et d'exiger la production de toutes les pièces visées au paragraphe (2).

- (5) Sous réserve de l'application de peines plus graves prévues par d'autres lois répressives, les infractions aux dispositions des règlements grand-ducaux pris en exécution du présent article sont punies d'un emprisonnement de huit jours à cinq mois et d'une amende de «251 euros à 125.000 euros»³, ou d'une de ces peines seulement.

« ... »⁴

Art. 5.

- (1) Il est institué un établissement public, jouissant de la personnalité juridique, dénommé «Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité»⁵.

Le siège du Fonds est à Luxembourg.

- (2) (Loi du 27 octobre 2010) «La mission du Fonds consiste à favoriser l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre de moyens de lutter contre certaines formes de criminalité.»

- (3) Le Fonds dispose de l'autonomie financière et est alimenté par tous les biens meubles et immeubles, divis et indivis, confisqués «en application des dispositions suivantes:

- les articles 8-2 et 18 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;
- l'article 32-1 du Code pénal concernant les biens confisqués par l'Etat luxembourgeois provenant d'une ou de plusieurs des infractions visées aux articles 112-1, 135-1 à 135-10 et 506-1 à 506-8 du Code pénal;
- l'article 5, paragraphe 4, de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988;
- l'article 13 de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990;
- l'article 13 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, le 15 novembre 2000.»⁶

«Ces biens confisqués, ainsi que tous les produits de ces biens nés après la confiscation, sont transférés au Fonds qui en devient propriétaire, «sans préjudice d'un éventuel partage avec les autorités étrangères intervenu au cours de la procédure de confiscation»⁷»⁸

Le Fonds doit en assurer la gestion et l'emploi conformément à sa mission. Le Fonds a la faculté de faire gérer son patrimoine par des personnes physiques ou morales spécialisées et agréées par le «Ministre ayant la Place financière dans ses attributions»⁹.

- (4) Le Fonds est administré par un comité-directeur composé de cinq membres dont le membre président et un membre sont nommés par le «Ministre ayant la Place financière dans ses attributions»¹⁰, un membre par le «Ministre ayant la Coopération dans ses attributions»¹¹, un membre par le «Ministre ayant la Santé dans ses attributions»¹² et un membre par le «Ministre ayant la Justice dans ses attributions»¹³.

Le mandat des membres du comité-directeur est de deux ans. Il est renouvelable. Le comité-directeur soumet à l'approbation des Ministres compétents les comptes arrêtés au 31 décembre de chaque année.

³ Loi du 13 juin 1994 relative au régime des peines art. IX (Mém. A 1994, p.1096) et loi du 1^{er} août 2001 relative au basculement en euro le 1^{er} janvier 2002 et modifiant certaines dispositions législatives art. 6 (Mém. A 2001, p.2440)

⁴ abrogé implicitement par la loi du 13 juin 1994 relative au régime des peines art. V et XV (Mém. A 1994, p.1096)

⁵ Loi du 27 octobre 2010

⁶ Loi du 27 octobre 2010

⁷ Loi du 27 octobre 2010

⁸ Loi du 14 juin 2001

⁹ Loi du 27 octobre 2010

¹⁰ Loi du 27 octobre 2010

¹¹ Loi du 27 octobre 2010

¹² Loi du 27 octobre 2010

¹³ Loi du 27 octobre 2010

Deux fois par an un rapport sur les activités et la situation financière du Fonds est soumis au Conseil de Gouvernement. Un rapport annuel circonstancié est adressé à la Chambre des Députés.

Les comptes sont publiés au «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations»¹⁴, dans le mois de leur approbation.

- (5) L'exécution des décisions du comité-directeur et l'expédition des affaires courantes peuvent être déléguées à un ou plusieurs fonctionnaires détachés au Fonds selon les dispositions du règlement intérieur soumis à l'approbation du «Ministre ayant la Justice dans ses attributions»¹⁵ et du «Ministre ayant la Place financière dans ses attributions»¹⁶. Le Fonds est engagé en toutes circonstances par la signature conjointe de deux membres du comité.
- (6) La gestion du Fonds est assujettie au contrôle de la «Cour des Comptes»¹⁷ suivant des modalités à déterminer par règlement grand-ducal.
- (7) Le Fonds est doté d'une allocation de départ unique de «2.478,94 euros»¹⁸.

Art. 6. (Modification des articles 31, 66 et 68 du Code d'instruction criminelle)

Art. 7. (Modification des articles 8, 8-1, 8-2, 10 et 18 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie)

Art. 8. (Autorisation de publier au Mémorial un texte coordonné de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie).

Doc. parl. n° 3483; sess. ord. 1990-1991 et 1991-1992

Doc. parl. n° 4657; sess. ord. 1999-2000 et 2000-2001

Doc. parl. n° 5019; sess. ord. 2001-2002 et 2006-2007

Doc. parl. n° 6163; sess. ord. 2009-2010 et 2010-2011

¹⁴ La dénomination du Recueil Spécial des Sociétés et Associations a été ainsi modifiée par règlement grand-ducal du 23 décembre 1994 modifiant le règlement grand-ducal du 9 janvier 1961 relatif aux trois recueils du Mémorial (Mém. A 1994, p.2735)

¹⁵ Loi du 27 octobre 2010

¹⁶ Loi du 27 octobre 2010

¹⁷ Loi du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes art 13 (Mém. A 1999, p.1444)

¹⁸ Loi du 1^{er} août 2001 relative au basculement en euro le 1^{er} janvier 2002 et modifiant certaines dispositions législatives art. 1^{er} (Mém. A 2001, p.2440)

Règlement grand-ducal du 28 mai 1993 concernant le contrôle par la « Cour des comptes »¹ sur la gestion financière du «Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité»² (Mém. A 1993, p.926).

Art. 1^{er}. Le contrôle de la gestion du «Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité»³ par la Cour des comptes en application de l'article 5 (6) de la loi du 17 mars 1992 portant

1. approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988;
2. modifiant et complétant la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;
3. modifiant et complétant certaines dispositions du Code d'instruction criminelle;

est exercé selon les modalités suivantes:

1. L'exercice financier du Fonds coïncide avec l'année civile.
2. Avant la fin de chaque année, le Comité-Directeur soumet à la Cour des comptes les comptes de l'exercice écoulé pour un contrôle de la gestion quant à l'exactitude matérielle des pièces et la régularité des opérations.
3. La révision des comptes par la Cour des comptes se fait au siège du Fonds par consultation des pièces justificatives et comptables nécessaires à l'exercice du contrôle. La Cour reçoit le rapport semestriel sur la situation financière soumis au Conseil de Gouvernement.
4. Le rapport de la Cour des comptes est transmis par le Comité-Directeur ensemble avec les comptes arrêtés aux Ministres compétents.
5. La décision des Ministres concernant l'approbation des comptes et la décharge du Comité-Directeur est annexée à la prochaine situation financière soumise au Conseil de Gouvernement et au rapport annuel circonstancié adressé à la Chambre des Députés.

¹ Loi du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes art. 13 (Mém. A 1999, p.1444)

² Loi du 27 octobre 2010 portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme art. 18 (Mém. A 2010, p.3172)

³ Loi du 27 octobre 2010 portant renforcement du cadre légal en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme art. 18 (Mém. A 2010, p.3172)